

LES VILLAGES DISPARUS DE PALESTINE

Au mois de mai, les caméras de télévision seront braquées sur *l'Eurovision*, qui aura lieu cette année en Israël. L'événement se déroulera littéralement sur les ruines des villages palestiniens disparus. Par solidarité internationale, nous soutenons le boycott de cette culture de propagande qui vise à cacher les violations des droits humains. En montant une exposition de photographies du journaliste Johan Depoortere, nous souhaitons révéler au grand jour les crimes que l'on s'emploie à nous dissimuler en créant un écran de fumée festif sous la forme du Concours Eurovision de la chanson.

CETTE ANNÉE, le Concours Eurovision de la chanson doit avoir lieu en Israël, et l'endroit choisi par les organisateurs est une arène proche de l'université de Tel-Aviv, construite sur le village disparu de Sheikh Muwannis. Toutes les maisons de ce village ont été rasées, à une exception près. Surnommée la *Maison verte*, cette ancienne demeure de notables palestiniens a été transformée en *faculty club* qui sert désormais de cadre aux réceptions organisées sur le campus lors des fêtes. L'ironie du sort veut que cette maison authentiquement palestinienne ait été rénovée par un architecte italien dans un style pseudo-oriental. Sheikh Muwannis n'est pas un cas isolé, car ce sont plus de 600 villages palestiniens qui ont disparu depuis la création de l'État d'Israël voici 70 ans.

Lorsque les sionistes, emmenés par Ben Gourion, proclamèrent la création de l'État juif le 14 mai 1948, la majorité de la population de ce qui allait désormais s'appeler Israël n'était pas juive, mais palestino-arabe. Par conséquent, il est logique qu'elle se soit opposée à une décision pour laquelle elle n'avait même pas été consultée. La guerre qui s'ensuivit se conclut par la victoire des troupes sionistes et la défaite des Palestiniens et des pays arabes voisins qui leur avaient porté secours. Cette tragédie palestinienne est encore commémorée aujourd'hui en tant que *Nakba* (« catastrophe » en arabe). Quelque 800 000 Palestiniens perdirent tous leurs biens et furent contraints de mener l'existence misérable de réfugiés, la plupart dans les pays arabes



voisins et environ 350 000 en tant que déplacés internes au sein même d'Israël.

Plus de 600 villages palestiniens ont disparu depuis la création de l'État sioniste en 1948. La plupart juste avant, pendant et après la guerre de 1948-49, et un certain nombre au terme de la guerre des Six Jours en 1967. Le plus souvent, les habitants furent chassés et les maisons et autres bâtiments entièrement rasés. Selon la version sioniste officielle, les villages furent conquis et détruits à cause de la guerre. Mais les archives israéliennes ouvertes dans les années 1980 et 1990 montrent que l'expulsion des Palestiniens et la destruction de leurs maisons répondaient à un plan prédéterminé pour chasser la majorité arabe de ce qui devait devenir un État purement juif. Ilan Pappé, l'un des historiens israéliens qui ont épluché les archives – baptisés les « nouveaux historiens » – qualifie cette opération de *nettoyage ethnique* à grande échelle de la Palestine.

Outre l'expulsion des habitants palestiniens après la conquête militaire de leur ville ou village, des massacres perpétrés par des groupes terroristes sionistes comme l'Irgoun (du futur Premier ministre et prix Nobel de la paix Menahem Begin) ou le groupe ouvertement fasciste Lehi (ou Stern, du futur Premier ministre Yitzhak Shamir) eurent pour finalité de convaincre le reste de la population palestinienne que la fuite était sa seule chance de survie. Le massacre le plus tristement célèbre eut lieu à Deir Yassin, près de Jérusalem, sous le

commandement de Menahem Begin. Le nombre exact de victimes est controversé. La Croix-Rouge recensa 117 morts, mais Begin gonfla le «succès» de sa milice en vue d'accroître les effets de cet acte terroriste. La radio militaire israélienne fit état de 254 morts. Benny Morris, un autre «nouvel historien», rapporte différents cas de décapitations et de viols.

Près de 800 000 Palestiniens furent expulsés pour céder la place aux colons juifs, qui fondèrent des kibboutzim (fermes collectives), des moshavim (villages agricoles coopératifs) et des villes sur le territoire des villages disparus. Très souvent, le nom arabe original fut judaïsé. S'il arrivait qu'une mosquée, un cimetière islamique ou une église soient épargnés, la pratique usuelle consistait cependant à effacer toute trace des anciens habitants palestiniens. Des lois strictes furent promulguées pour empêcher le retour des résidents déplacés. Les terres furent confisquées et ceux qui franchissaient «illégalement» la frontière depuis l'un des pays voisins étaient considérés comme des «infiltrés» et pouvaient être abattus sur place. De nombreux Palestiniens trouvèrent ainsi la mort en tentant de revenir chez eux. Les villageois qui avaient fui vers les villes palestiniennes d'Israël perdirent également le droit de rentrer dans leur village. La «Loi sur les présents absents» – c'est ainsi que l'on désignait les déplacés internes – stipulait que les personnes absentes de leur domicile ne fût-ce que pendant 24 heures perdaient le droit de propriété sur leur maison et leur terrain. Le fait de détruire des





villages et maisons et d'empêcher leurs habitants d'y revenir est un crime de guerre reconnu par la communauté internationale.

Mais les gouvernements sionistes successifs ne se contentèrent pas de détruire les villages ; ils firent aussi planter des arbres sur les ruines pour rendre toute reconstruction impossible. Diverses personnalités, ainsi que des chefs d'État et de gouvernement de pays amis furent invités à planter symboliquement un arbre. Beaucoup acceptèrent cette invitation : le roi Baudouin de Belgique, son successeur le roi Albert II, la reine Wilhelmine des Pays-Bas, la reine Élisabeth du Royaume-Uni, des ministres belges tels que Jean Gol et Didier Reynders. Les ruines de trois villages chrétiens situés près de Nazareth sont maintenant ensevelies sous le bois du roi Baudouin. Deux petites églises chrétiennes ont survécu à la destruction ; elles bordent aujourd'hui un circuit touristique pédestre et cyclable dans le bois en question. Le roi, connu pour sa grande piété, était-il conscient que son bois avait pour but de recouvrir les vestiges d'un village chrétien ?

Dans quelques rares cas, les habitants furent chassés, mais leurs maisons épargnées. Ainsi, le village palestinien d'Ayn Hawd (rebaptisé Ein Hod), près de Haïfa, est devenu une colonie d'artistes juifs. Ici encore, il existe un lien avec la Belgique, car le village est l'initiative de l'artiste juif d'origine roumaine Marcel Janco, qui fonda le mouvement Dada avec le Belge Marcel Duchamp.

L'ancienne mosquée d'Ayn Hawd est aujourd'hui un café (plutôt vétuste) dont l'intérieur s'inspire de celui du Cabaret Voltaire à Zurich, où le mouvement Dada vit le jour.

Les maisons de Lifta, un village situé à proximité immédiate de Jérusalem, ont également été pour la plupart préservées. Les promoteurs immobiliers sont impatients de transformer le site en maisons et appartements de luxe. Jusqu'à présent, les militants – architectes, écologistes et anciens résidents – ont réussi à empêcher la mise à exécution de ces plans. Le village figure sur la liste des candidats à l'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO, mais le retrait du gouvernement Netanyahu de l'Organisation des Nations Unies remet en cause cette possible protection.

Certains villages connurent une histoire particulièrement tragique. Ikrit, un village de la Galilée majoritairement arabo-palestinienne, est situé à deux pas de la frontière avec le Liban. La plupart de ses habitants sont des Palestiniens chrétiens. Restés dans leur village pendant la guerre, ils n'opposèrent aucune résistance. Toutefois, le gouvernement sioniste décrète en 1948 que tous les Arabes doivent abandonner la zone frontalière. En octobre de la même année, les autorités militaires intimèrent aux habitants l'ordre de quitter leur village. On leur fait croire qu'il s'agit d'une « mesure provisoire » et qu'ils pourront revenir dans quelques semaines. Les habitants d'Ikrit obtinèrent



et quittent le village pour emménager chez des parents et des connaissances dans les villages voisins. Mais les semaines, puis les mois passent sans que la question du retour ne soit encore évoquée. Les habitants d'Ikrit se lancent alors dans une longue bataille juridique, qui se poursuit encore aujourd'hui. En juillet 1951, la Cour suprême israélienne statue que la procédure d'expulsion est illégale et que les autorités militaires ne sont pas autorisées à empêcher le retour des villageois. Sur quoi l'armée déclare le village « zone fermée » et, dans la nuit de Noël de cette année-là – à une date aussi importante pour les chrétiens – elle fait venir des bulldozers pour raser le village. Aujourd'hui, seule l'église est encore debout, et chaque premier samedi du mois, les anciens habitants d'Ikrit et leurs descendants y célèbrent la messe.

Plus poignante encore est l'histoire des villages disparus de Huj et Najd, remplacés aujourd'hui par la ville israélienne de Sderot, près de Gaza. Avant la guerre de 1948, les Palestiniens musulmans de Huj vivaient en bons termes avec leurs voisins juifs. En 1946, ils avaient même protégé des membres de la Haganah (l'armée juive clandestine dans la période de la Palestine mandataire) des Britanniques qui les recherchaient. Cela coûta finalement la vie au *mukhtar* (maire) et à son frère, qui furent considérés comme des collaborateurs lors d'une visite à Gaza et assassinés par la foule. Or, l'année suivante, alors que la Haganah était menacée par la progression d'une unité égyptienne, la brigade du





Néguev de l'armée juive décida d'expulser les habitants du village vers Gaza et de faire sauter toutes les maisons. Aujourd'hui encore, ces habitants et leurs descendants vivent misérablement dans un camp de réfugiés de la bande de Gaza, où ils partagent le sort du village voisin de Najd. Leur histoire aurait été définitivement oubliée si l'historien israélien Benny Morris ne l'avait pas rendue publique il y a quelques années.

La destruction des villages palestiniens n'est pas une page qui s'est tournée avec la fin de la guerre en 1948 : c'est un processus qui se poursuit encore aujourd'hui. Après la conquête du plateau du Golan sur la Syrie lors de la guerre de 1967, l'armée israélienne raya de la carte 195 villages syriens et déplaça 130 000 habitants. Ils furent remplacés par des colons juifs, qui y produisent notamment le célèbre vin *Yarden*. Acheter ce vin revient donc à soutenir l'occupation illégale du Golan.

Pendant la même guerre des Six Jours, l'armée israélienne conquiert trois villages dans l'enclave jordanienne de Latrun, près de Jérusalem. Les villages d'Imwas, Yalu et Beit Nuba furent rasés au bulldozer et leurs habitants expulsés. La brigade chargée des opérations était commandée par Yitzhak Rabin, qui reçut plus tard le prix Nobel de la Paix. Les résidents eurent à peine le temps d'emporter quelques affaires avec eux. Les soldats tiraient à balles réelles juste au-dessus de la tête des gens qui fuyaient pour les inciter à partir encore plus vite. Aujourd'hui, Latrun est un parc naturel planté de

conifères, en grande partie financé par de riches Juifs canadiens. Dans ce « parc du Canada », seuls les vestiges d'un sanctuaire musulman et les décombres des maisons subsistent.

En Cisjordanie, 70 villages sont actuellement menacés de démolition. Souvent, la destruction est précédée d'une campagne d'agression et de terreur de la part des colons juifs. La vie normale des habitants palestiniens est rendue impossible, les permis de construire sont rarement ou jamais accordés et les maisons « illégalement construites » sont dynamitées. Les villages des Bédouins semi-nomades ne sont pas reconnus comme tels et ne bénéficient pas d'un raccordement à l'eau et à l'électricité. Ils sont condamnés à « l'autodestruction ».

Les colonies juives illégales enserrant progressivement la Jérusalem-Est palestinienne de toutes parts. Les villages palestiniens situés à la périphérie de la ville sont lentement mais sûrement pris en étau ou directement menacés de destruction. C'est notamment le cas du village de Silwan, dont les 700 habitants mènent une bataille juridique depuis 16 ans pour être autorisés à rester malgré les pressions croissantes exercées par les colons juifs, qui réclament les terres du village. Bien que les revendications de ces colons soient juridiquement contestables selon la Cour suprême, celle-ci a décrété qu'ils pouvaient continuer à occuper les lieux. Les colons d'extrême droite et leur organisation *Ateret Cohanim* ont maintenant tout le loisir de s'installer au



Jaffa, 2018

centre de Silwan avec leurs milices armées payées par le gouvernement. La disparition du village palestinien de Silwan n'est donc plus qu'une question de temps. La Cour suprême a également rejeté l'appel introduit par une famille palestinienne du village de Sheikh Jarrah, également à Jérusalem-Est. Cette décision ouvre la voie à l'expulsion de dizaines d'autres familles palestiniennes. Selon le mouvement israélien de défense des droits humains B'Tselem, il s'agit de la plus grande campagne de nettoyage ethnique depuis la guerre de 1967. Cette fois-ci, les bulldozers et la dynamite vont de pair avec des moyens bureaucratiques et juridiques tout aussi efficaces.

L'exposition se compose de photos de dix villages palestiniens disparus, mais aussi de Jaffa, l'ancienne capitale économique et culturelle de la Palestine, aujourd'hui réduite à l'état de quartier délabré de Tel-Aviv. Les photos ont été prises en octobre 2018 lors d'un voyage en Israël-Palestine. Elles montrent les vestiges souvent oubliés d'un passé que l'État sioniste préfère enterrer, mais dont le souvenir reste malgré tout bien vivace. Et ce, grâce notamment aux organisations judéo-palestiniennes *Zochrot* («se souvenir» en hébreux) et *Decolonizer*, toutes deux fondées par Eitan Bronstein, qui a grandi dans un kibboutz avant de se rendre compte plus tard que les ruines où il jouait pendant son enfance étaient les restes d'un village palestinien qui avait été ravagé par les sionistes et dont les habitants avaient été chassés. Ces deux ONG s'emploient à faire connaître le passé palestinien du pays auprès des Israéliens juifs. À cette fin, elles organisent des excursions dans les villages disparus pour des Israéliens juifs et palestiniens – souvent en compagnie de réfugiés qui revoient ainsi pour la première fois après des décennies les restes de la maison où ils ont vécu et grandi. La série de photos et de vidéos a été réalisée avec la collaboration d'Eitan Bronstein et de Jonathan Cook, journaliste britannique basé à Nazareth, qui organise et accompagne également des voyages informatifs dans les villages disparus.

Johan Depoortere

Germaniste de formation, Johan Depoortere (1944), a travaillé comme journaliste pour la BRT/VRT de 1973 à 2009. Il a réalisé des reportages dans des zones de conflits au Proche-Orient, en Amérique centrale et du sud, et a été correspondant à Moscou (1996–2000) et à Washington (2004–09).

Vous trouverez un entretien avec Johan Depoortere sur www.culturecamarade.be.

Édité par ACOD Cultuur
Conception graphique : Kim Beirnaert
Impression : die Keure
© 2018, Johan Depoortere

acod
SOCIALISTISCHE VERBOND
VOOR KUNST CULTUUR EN MEDIA


DE MARKTEN


DE GROENE WATERMAN